

Pouvoir d'emprunt

Nous savons tous que, pendant les deux ou trois dernières années, la plupart des gouvernements ont compté sur une hausse progressive du prix du pétrole et de ses dérivés pour gonfler leurs recettes. Maintenant, il semblerait que ces gouvernements-là seront obligés de revoir leurs plans et de se résigner à une baisse des recettes. Quand on parle des 19 milliards que le gouvernement cherche à emprunter et d'un déficit de 30 milliards, on ne fait qu'effleurer le problème. En fait, si on regarde la façon dont le gouvernement dépense les deniers publics, et c'est là où je veux en venir, je crains qu'une grande partie de cet argent ne soit dépensée en pure perte pour renflouer, à l'intérieur de l'économie nationale, certaines industries et certaines économies condamnées.

● (1250)

Il y a la crise et l'insuffisance des rentrées fiscales qui sont des problèmes très sérieux, mais ce qui est vraiment grave, et c'est un problème que le gouvernement n'essaie pas d'aborder, c'est la révolution technologique qui s'opère depuis 15 ans dans l'industrie. La crise a fait ressortir l'importance de cette révolution technologique. Je donnerai quelques exemples.

Si on compare Détroit à Houston, au Texas, on voit très bien ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire en Amérique du Nord. A Détroit, le taux de chômage est très élevé, le centre-ville se détériore, il y a des entreprises qui ferment leurs portes, de vieilles industries qui stagnent et font faillite, et le gouvernement qui essaie de renflouer, à grand renfort de capitaux, des secteurs en perte de vitesse comme l'industrie automobile.

Quand on examine la situation à Houston au Texas, on constate que la technologie de pointe y est prospère. Houston n'a pas connu de récession. On y trouve diverses formes d'urbanisme, une foule d'établissements où l'on enseigne la technologie de pointe; l'informatique et l'industrie de micro-plaquettes sont associées au processus de planification.

Le Japon s'est rendu compte de la situation en 1975. Cela pourra étonner certains députés des deux côtés de la Chambre, mais, en 1975, grâce à une planification économique à long terme, à laquelle s'opposent le gouvernement actuel et les conservateurs, le Japon s'est rendu compte que l'industrie automobile, la sidérurgie et la construction navale étaient des industries. Il s'est désengagé progressivement de ces trois industries sur leur déclin. Comme nous le savons, ces industries s'installent ailleurs. La fabrication des voitures se fera à Taïwan et en Corée du Sud, la construction navale en Espagne et la sidérurgie s'implantera au Brésil.

Que faisons-nous? A cause des pressions exercées par nos commettants, notamment dans les circonscriptions industrielles, nous gaspillons des centaines de millions, voire quelques milliards à des programmes de création d'emplois et de colmatage. Cet état de choses est attribuable en somme à une attitude humanitaire du gouvernement, mais c'est un gaspillage de fonds.

Par l'intermédiaire du Programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre, nous tentons tout au plus de venir en aide aux travailleurs dont les prestations d'assurance-chômage sont épuisées jusqu'à ce qu'ils puissent avoir à nouveau droit à des prestations pour une nouvelle période de 50 ou de 52 semaines. D'une part, le gouvernement propose une aide de 5.2 milliards à la recherche et au développement. Nous devrions consacrer toute cette somme ou au moins deux milliards au recyclage ou à la formation des chômeurs ou de ceux

qui le deviendront par suite de la haute technicité, de la robotisation, de la microminiaturisation—quel que soit le terme utilisé pour la désigner—afin qu'ils aient au moins la chance de trouver un travail valable quand la récession prendra fin.

Je suis tout à fait dégoûté de voir les grandes entreprises et le secteur privé au Canada refuser de planifier. Ils passent du premier au deuxième trimestre, puis au troisième trimestre qu'ils comparent ensuite avec le premier, le deuxième et le troisième trimestres de l'année précédente. Ils sont myopes. Ils ne planifient pas en collaboration avec le gouvernement ou vice-versa, comme on le fait au Japon, en Suède et en Allemagne de l'Ouest et comme on commence à le faire en France.

Seulement trois pays du monde industrialisé refusent de planifier; le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada. Et tous les trois sont dans le pétrin. Cela n'a rien à voir, semble-t-il, avec le parti au pouvoir. Les conservateurs s'extasient devant l'économie à la Reagan et le grand avantage qu'elle présente du point de vue de l'offre et, pourtant, les États-Unis n'entrent pas vraiment dans l'ère industrielle de troisième vague des années 80. Le gouvernement américain ne planifie ni ne prévoit. Il dépense des milliards de dollars en tickets de rationnement et en prestations d'assurance-chômage, tout comme nous le faisons, rien que pour soutenir des industries et des emplois en voie de disparition.

Il nous faut une politique du revenu au Canada afin de nous débarrasser de l'assurance-chômage, de l'assistance sociale et de toutes les sacrées chinoiseries administratives qui vont avec. Il nous faut un revenu minimal raisonnable pour tous, puis un vaste programme universel de formation en matière de technologie de pointe à l'intention de ceux qui peuvent en tirer profit.

Que 10 p. 100 des Canadiens soient non employables, nous devons l'accepter avec tolérance et ouverture d'esprit comme un fait dont il faut s'accommoder. Toutefois, pour les 90 p. 100 qui peuvent occuper un emploi, nous devons déployer tous les efforts possibles pour obtenir les fonds nécessaires. S'il nous faut emprunter, empruntons, mais investissons l'argent de façon positive et ne le gaspillons pas dans des industries moribondes et des emplois perdus. C'est là le cœur du problème.

Le temps dont je disposais est presque épuisé. Le gouvernement doit comprendre, pour l'amour du ciel, qu'il lui faut prévoir, planifier en fonction de la technologie de pointe. Penser en fonction de ce que Toffler appelle «la troisième vague» et de ce que John Naisbitt appelle la société informationnelle dans son ouvrage *Megatrends*. Ce sont ceux qui s'y connaîtront en informatique qui auront les emplois. Ce sont ceux qui pourront faire marcher les ordinateurs et les robots qui auront aussi les emplois. Quant aux autres, j'ai bien peur qu'ils ne se trouvent dans une situation pénible à moins que le gouvernement et le secteur privé ne se décident à collaborer.

M. Bill McKnight (Kindersley-Lloydminster): Monsieur le Président, je prends les quelques minutes qui restent avant la pause pour parler du C-143. Un grand nombre de Canadiens, et certainement ceux qui siègent de ce côté-ci de la Chambre, ont bien du mal à comprendre que le gouvernement ait besoin d'emprunter 19 milliards de dollars alors que l'exercice fiscal achève. Le gouvernement a besoin de 5 milliards de plus pour terminer l'année et de 14 milliards pour se rendre jusqu'à l'été, peut-être jusqu'en juillet.